



CDAS DU 12 novembre 2020

Déclaration liminaire intersyndicale

Depuis quelques mois, les Français font face à une crise sanitaire inédite qui a bouleversé leurs vies personnelles et professionnelles.

Dans cette crise, les personnels soignants ont tout donné, souvent au péril de leur vie, allant au front sans moyens matériels et humains, pour des salaires indignes de leur fonction, de leur responsabilité et de leur engagement.

Les Organisations Syndicales ici présentes tiennent à leur rendre un hommage particulier dans cette instance, et à les assurer de leur entier soutien dans leur lutte légitime pour de meilleures conditions de travail et de rémunération.

L'hôpital public a démontré toute sa raison d'être, l'État se doit de lui donner les moyens matériels et humains nécessaires à sa pérennité et de rémunérer les personnels à leur juste valeur.

Dans le contexte particulier de la crise sanitaire, tous les agents de la Fonction Publique de l'État, territoriaux et hospitaliers ont tenu leur rôle, ils ont fait fonctionner l'État et le service public.

Les personnels des Finances en particulier ont démontré leur grande implication pour assurer les missions prioritaires dans le cadre du soutien à l'économie. Ils ont répondu présents lors des plans de continuité et de reprise d'activité.

Un constat s'impose : Alors que depuis de nombreuses années les 3 fonctions publiques sont stigmatisées, cassées, et leurs agents mal considérés et maltraités, la crise a mis en exergue leur utilité et le besoin de services publics forts et présents sur l'ensemble du territoire.

La population leur a rendu hommage quotidiennement, les gouvernants ont reconnu leurs mérites et leur courage. Mais les paroles ne suffisent pas, il faut des actes !

Malheureusement, le monde de demain ne sera pas comme le monde d'avant la pandémie : non, il sera pire, en particulier pour les services publics, pour les agents publics !

C'est bien le sens de la nomination de la nouvelle Ministre de la transformation, de la destruction plutôt, de la Fonction Publique.

Cette pandémie mondiale aura des conséquences financières et économiques majeures dont les effets vont se faire sentir dans les mois à venir : faillites en cascades des entreprises, chômage, précarité, le pire est devant nous.

Les agents des Finances ne seront pas épargnés, des conjoints, des enfants seront touchés par le chômage, et l'action sociale devra y faire face.

C'est pourquoi l'action sociale doit d'être, plus que jamais, présente, pour améliorer les conditions de vie des agents et de leurs familles.

Elle doit répondre aux besoins des agents, jouer son rôle de cohésion sociale, et pour ce faire disposer d'un budget conséquent.

Les Organisations Syndicales souhaitent également, dans cette déclaration liminaire, évoquer la situation des délégations d'action sociale : nous avons été alertés par de nombreuses et nombreux délégués sur ce qu'ils ont eu à vivre pendant le confinement et lors du post-confinement.

Les délégués se sont sentis abandonnés, et n'ont reçu aucun soutien de la part de la sous-direction des politiques sociales : aucun accompagnement, de trop rares consignes, parvenues trop tard ou la veille pour le lendemain, ni masques ni gel pour la reprise, ils et elles se sont débrouillés seuls.

Disons-le, la gestion, depuis le 17 mars 2020, des délégations d'action sociale, et de l'action sociale elle-même par la sous-direction des politiques sociales, est catastrophique.

Les délégués se retrouvent en plein désarroi et éprouvent tous de la lassitude.

Et ce n'est pas ce qui se profile dans un avenir proche qui est de nature à les rassurer.

Les Organisations Syndicales ont eu connaissance du rapport de Mme WALTERSKI.

Ce rapport tronqué inquiète les délégués, comme nos Organisations Syndicales.

L'Administration a déjà anticipé sur une régionalisation de l'action sociale avec la mise en place des SRA, qui ont remplacé les correspondants chorus, mais avec d'autres prérogatives, et un pouvoir hiérarchique sur des délégués qui se sentent bafoués, écartés de tout, sans la moindre initiative.

Après les assistants de délégation qui n'ont pas été remplacés, c'est désormais le tour des délégués qui quittent leurs fonctions pour diverses raisons.

Vous ne faites pas d'appel à candidature et ordonnez à des délégués en place d'assurer la gestion de 2, voire 3 départements.

Bien évidemment, ceci engendre une dégradation du service rendu, et l'aggravation des conditions de travail de ces délégués.

Que cherchez-vous ? Détruire peu à peu le réseau des délégations ? Détruire les agents des délégations en détruisant leur outil de travail ?

C'est finalement la destruction de l'action sociale ministérielle que vous recherchez, en attaquant le réseau, et en vous en prenant aux associations.

Priver EPAF de ses résidences, ne pas investir dans les travaux indispensables, réduire d'année en année sa subvention, c'est la condamner dans un avenir proche.

Réduire les subventions d'ALPAF, c'est empêcher ALPAF de faire des réservations de logements, alors que le logement est une nécessité pour les agents (la DGFIP recrute et recrutera 3000 agents par an).

Quant à AGRAF, son avenir est compromis, la tarification au plat ne serait-elle pas le moyen d'externaliser la prestation ?

En tant que représentants des personnels, nous serons vigilants sur vos intentions à l'égard des personnels des délégations, et sur le devenir d'une action sociale construite au fil des ans, utile pour tous les agents du ministère, et à laquelle nous sommes, avec les agents, particulièrement attachés.

Nos Organisations Syndicales réaffirment le bien fondé d'une action sociale de proximité, possédant une réelle connaissance des spécificités locales, et refusent catégoriquement toutes les manœuvres tentant de justifier une régionalisation qui la détruira.

Nous réclamons le maintien de tous les délégués à l'action sociale et le recrutement de nouveaux délégués là où les postes sont vacants.

Nous réclamons le recrutement d'assistants de délégation dans tous les départements afin de venir en aide aux délégués.

Nous réclamons le recrutement de médecins de prévention, d'assistantes sociales, d'infirmiers.

Nous réclamons un budget en cohérence avec les besoins des délégations. Dans de nombreux départements, nos retraités, qui ont donné de leur temps au Ministère, sont mis à l'écart, car la part du budget qui leur est attribué est faible, voire insignifiante.

Nous réclamons une augmentation du BIL. L'action sociale a été créée pour offrir un environnement social aux agents. N'oubliez pas qu'un agent bien dans sa vie personnelle et aussi un agent bien dans sa vie professionnelle.

Il faut s'interroger, et notamment se demander pourquoi de nombreux agents demandent à quitter notre Administration en sollicitant des ruptures conventionnelles.